

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 27–30 octobre 2008

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du
jour**

*Pour information**

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/4-E
14 octobre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET DE LA DÉNUTRITION CHEZ LES ENFANTS

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnées ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Coordonnatrice de l'initiative
visant à éliminer la faim et la
dénutrition chez les enfants: Mme D. Costa Coitinho tél.: 066513-2245

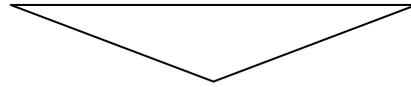
Chargée des politiques, OEDP*: Mme S. Laughton tél.: 066513-3505

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division des politiques, de la planification et des stratégies



PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note du "Rapport d'activité sur l'élimination de la faim et de la dénutrition chez les enfants" (WFP/EB.2/2008/4-E).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.2/2008/15) publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. Le présent document a été établi conformément à la décision prise par le Conseil à sa première session ordinaire de 2007 (2007/EB.1/3), qui autorisait le PAM à aller de l'avant avec l'Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); le texte de la décision figure à l'annexe I. Le présent rapport fait état de l'avancement du projet et des perspectives d'action du PAM pour éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants, dans le cadre de son partenariat avec l'UNICEF et d'autres organismes.

CONTEXTE

2. La dénutrition est à l'origine du décès de 3,5 millions d'enfants par an et de 11 pour cent des maladies dans le monde. Le fait que les populations les plus pauvres n'aient pas accès à une alimentation suffisante ni à des services de santé et à des soins adéquats freine le développement et menace la santé publique et la sécurité des pays. Il est de plus en plus clair que l'on ne parviendra pas à atteindre les cibles du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD1) – réduction de l'extrême pauvreté et de la faim – sans un effort résolu et concerté de la part des parties prenantes. L'Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants a donc été conçue afin d'intensifier de manière durable les actions engagées pour relever ce défi. La récente hausse des prix alimentaires risque d'aggraver le problème de la dénutrition et appelle une riposte énergique.
3. Suite à l'examen du document intitulé "l'Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants" (WFP/2007/EB.1/5-A), le Conseil a approuvé le rôle dévolu au PAM dans le programme de travail pour 2007–2008 et autorisé le Programme à aller de l'avant en collaboration avec l'UNICEF. Les membres du Conseil ont souligné les points suivants: le succès de l'entreprise repose en grande partie sur l'adhésion des pays eux-mêmes et leur implication dans les actions de lutte contre la faim; le principal rôle de l'Initiative doit être d'appuyer les politiques et les programmes nationaux; et il est nécessaire de faire appel à une vaste gamme de partenaires.
4. Depuis février 2007, le PAM s'emploie avec ses partenaires à réajuster la stratégie de l'Initiative sur la base des observations formulées par le Conseil et de l'expérience acquise par le Programme et l'UNICEF dans plusieurs pays. En décembre 2007, une équipe interorganisations a été mise en place pour reformuler l'Initiative, en prêtant une attention particulière à ces questions. Ce travail a débouché sur une réorientation de l'Initiative, qui est passée d'actions de sensibilisation et de mobilisation à l'échelle mondiale à une action opérationnelle à l'échelon des pays, à travers les mesures suivantes¹:
 - perfectionnement des interventions retenues, en fonction des nouveaux éléments recueillis;
 - mise au point de méthodes et d'outils pour aider les pays à transposer à une plus large échelle les interventions réussies;
 - lancement de deux projets pilotes en République démocratique populaire lao et en Mauritanie afin de démontrer qu'il est possible de réduire en peu de temps la dénutrition de manière significative;

¹ L'annexe I fournit un résumé des progrès réalisés dans ces domaines.



- élaboration de modules de gestion des connaissances reprenant les enseignements tirés de l'expérience afin de permettre la mise à l'échelle des interventions²;
 - élaboration d'une vision globale du partage des connaissances disponibles entre les pays sur les activités ayant permis de réduire la dénutrition, et déterminer la marche à suivre pour reproduire les expériences réussies;
 - mise au point d'un modèle de détermination initiale des coûts pour la planification et la budgétisation à l'échelle des pays; et
 - réunion des partenaires clés afin de coordonner les efforts internationaux et régionaux en matière de nutrition.
5. Toujours en tenant compte des observations du Conseil, l'équipe interorganisations a conclu que les responsables de l'Initiative devaient s'employer à appuyer l'action menée par le PAM et ses partenaires et faire fond sur les acquis. Il convenait de revitaliser, et non de renouveler, les efforts de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants. Pour traduire cette nouvelle orientation, il a été proposé de rebaptiser l'Initiative "REACH (*Renewed Effort Against Child Hunger*): Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants". Ce changement de nom annonce une nouvelle phase de l'action, qui sera menée à l'initiative des pays et sera centrée sur les solutions et qui mettra à profit l'expérience et les structures existantes; elle donnera une dynamique et un cadre de référence à la mobilisation collective en faveur de la lutte contre la faim chez les enfants. L'objectif consistant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants demeure inchangé: diminuer de moitié d'ici à 2015 la proportion des personnes souffrant de la faim (OMD 1, Cible 1.C), mesurée par la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans et, au-delà de 2015, accélérer de manière durable le rythme de réduction de l'insuffisance pondérale chez les enfants.
6. Fin 2007, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se sont engagées aux côtés de l'UNICEF et du PAM dans le partenariat REACH. L'équipe interorganisations évoquée précédemment comprend des représentants de la FAO, de l'UNICEF, du PAM, de l'OMS et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) partenaires.

ÉTAT D'AVANCEMENT

Projets pilotes conduits par les pays et ensemble d'interventions proposé

7. Le partenariat REACH encourage la mise à l'échelle des interventions reconnues pour leur efficacité, en tenant toujours compte des contextes locaux. Il porte sur cinq domaines: i) amélioration de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants; ii) augmentation des apports en micronutriments; iii) amélioration de l'hygiène et de la lutte contre les parasites; iv) traitement de la malnutrition aiguë grave; et v) augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité des produits alimentaires. Le choix du Partenariat de promouvoir ces interventions s'appuie sur les données d'expérience publiées par le *Lancet*³ qui montrent

² Dans ce contexte, la mise à l'échelle signifie que le projet est transposé à l'échelle nationale, au lieu de se limiter à quelques régions du pays, et qu'il couvre un grand nombre de groupes cibles.

³ Victora C.G., Adair L., Fall, C., Hallal, P., Martorell, R., Richter, L., Sachdev, H.S et al, pour le Groupe d'étude sur la dénutrition maternelle et infantile. 2008. Maternal and Child Undernutrition: Consequences for Adult Health and Human Capital. *The Lancet*, 371(9609), 340–357.



leur impact notable sur la dénutrition. Le partenariat REACH propose un engagement collectif de la part de tous les acteurs à l'échelon des pays afin qu'ils oeuvrent de concert pour garantir que les interventions ayant fait la preuve de leur efficacité seront mises à l'échelle (voir l'annexe II au sujet des interventions encouragées dans le cadre du Partenariat).

8. L'expérience confirme l'importance de la coordination des activités en faveur de la nutrition des mères, des nourrissons et des enfants dans les programmes nationaux. Cette année, les participants au partenariat REACH expérimentent des démarches novatrices d'analyse et de planification coordonnées en République démocratique populaire lao et en Mauritanie. Celles-ci visent plus précisément à aider les pays à effectuer une analyse de la situation et de leur état de préparation, mais aussi à hiérarchiser les interventions et à planifier les actions, en incluant le calcul des coûts. Des stratégies sont également élaborées pour aider les pays à mobiliser des ressources, mener des activités de sensibilisation et assurer le suivi des résultats. La finalité est d'appuyer l'élargissement des programmes d'appui nutritionnel et de renforcer la place accordée à la nutrition dans les plans-cadres des Nations Unies pour le développement (PNUAD) et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Le partenariat REACH cherche à renforcer les mécanismes nationaux de planification, de coordination, de communication, de distribution et de suivi. Le but est de renforcer ces mécanismes, non d'en promouvoir de nouveaux.
9. Les projets pilotes en République démocratique populaire lao et en Mauritanie sont chacun appuyés par un expert issu du Boston Consulting Group (BCG), dont l'expérience en matière de gestion de projet et de gestion du changement aide les équipes du Partenariat à faciliter l'analyse et la planification interorganisations qui viennent appuyer l'élaboration des politiques nationales en faveur de la nutrition et l'action contre la faim chez les enfants. Les experts du BCG sont détachés auprès des bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies pendant un an.
10. Les projets pilotes ont débuté en juin et en juillet 2008 par une analyse et une cartographie complètes des activités, des parties prenantes et des structures de distribution déjà en place, lesquelles doivent permettre de déterminer les failles et les possibilités à prendre en compte lors de l'élargissement des interventions. Dans chaque pays, une équipe dirigée par le gouvernement et composée de plusieurs partenaires, dont les Nations Unies, la société civile et le secteur privé, a été constituée pour réaliser ce projet en collaboration. D'ici à juin 2009, les équipes auront élaboré un plan d'action qui hiérarchisera un ensemble d'interventions susceptibles d'être mises à l'échelle, définira les responsabilités de chaque organisation dans l'exécution de ce plan et déterminera les ressources nécessaires à la mise en œuvre. Une version préliminaire de ce plan sera disponible début 2009. Elle sera accompagnée d'un programme national de sensibilisation et de mobilisation des ressources. Les premiers résultats tangibles, en particulier l'engagement des gouvernements et des donateurs de débloquent des ressources supplémentaires sont attendus au début de 2009.
11. Les projets pilotes devraient apporter la preuve que des efforts conjoints et coordonnés peuvent permettre d'obtenir des progrès rapides dans la lutte contre la dénutrition chez les enfants. La République démocratique populaire lao et la Mauritanie ont été sélectionnées parce que ce choix permettait de valider la réussite du projet dans deux contextes très différents, outre le fait que ces deux pays présentent des taux de dénutrition très élevés, que leur Gouvernement fait preuve d'un engagement clair en faveur de la nutrition et que les équipes de pays des Nations Unies qui y sont solidement implantées demandaient de surcroît la mise en place du partenariat REACH.



12. Les activités mentionnées plus haut font partie de la mission centrale du PAM et de ses partenaires, tels que la FAO, l'UNICEF et l'OMS. L'exercice de planification mettra en évidence la pertinence du travail actuellement réalisé par les bureaux de pays. En effet, bon nombre de ces bureaux sont déjà engagés dans des actions interorganisations destinées à transposer les programmes d'appui nutritionnel à l'échelle nationale et le partenariat REACH devrait prolonger et renforcer ce travail. Dans d'autres pays, ce Partenariat est l'occasion d'assurer la cohérence et la synergie des efforts des équipes de pays des Nations Unies afin d'encourager et d'appuyer l'action des gouvernements dans le domaine de la nutrition. S'agissant du PAM, le partenariat REACH peut renforcer l'impact des actions du Programme en contribuant à ce que la conception et la mise en œuvre de ses activités s'inscrivent dans un cadre stratégique national plus large afin de traiter les différentes dimensions de la dénutrition de manière cohérente.
13. Si le Partenariat prend appui sur les travaux du PAM et des autres organismes, la priorité accordée à la coordination et à la recherche de solutions marque un changement par rapport aux pratiques habituelles. Pour l'heure, la plupart des programmes d'assistance visent un "produit unique", chaque organisme axant ses efforts sur ses propres interventions. Le partenariat REACH renverse cette situation en partant de l'objectif global et en se concentrant sur le fait que chaque partenaire peut contribuer à une solution commune, orchestrée par le gouvernement. En outre, il fournit une plate-forme et un processus de coordination à l'échelle nationale et, en combinant l'influence des organismes des Nations Unies et des partenaires, il constitue un cadre particulièrement porteur pour faire connaître le problème de la dénutrition et ses solutions. Les approches et les messages doivent être cohérents pour améliorer le rapport coût-efficacité de l'investissement de tous les participants et concentrer les efforts uniquement sur les populations les plus vulnérables.
14. L'accent mis par ce Partenariat sur le renforcement des capacités nationales afin de mettre à l'échelle les interventions les plus efficaces permettra également de consolider la préparation et la réponse aux situations d'urgences s'il y a lieu. La démarche REACH – mise en place simultanée d'interventions auprès des populations qui en ont le plus besoin, facilitation de la coordination au sein du pays et amélioration du partage des informations essentielles sur la sécurité alimentaire et la nutrition – crée une base solide pour une intervention d'urgence coordonnée. Plus important encore, l'élargissement des interventions qui ont fait leurs preuves ne sert pas uniquement à traiter la dénutrition, mais contribue également à la prévenir, et à réduire à terme la vulnérabilité des communautés aux crises qui peuvent survenir.
15. L'OMS dirige actuellement des travaux d'analyse des capacités et de la préparation au niveau national afin de passer à l'échelle ses activités nutritionnelles en Afrique du Sud, au Burkina Faso, au Cambodge, au Ghana, au Guatemala, à Madagascar, au Pérou et au Viet Nam. Le Partenariat fait fond sur les résultats de ces études. Des évaluations ont été conduites en collaboration avec des partenaires nationaux au Burkina Faso, au Ghana et à Madagascar.
16. Des interventions ont également été mises à l'échelle en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, dans les pays du nord du Sahel et, plus récemment, au Malawi; des progrès ont également été réalisés dans plusieurs pays d'Amérique latine et plusieurs états de l'Inde. Au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad, où la dénutrition frappe entre 32 et 44 pour cent des jeunes enfants, les équipes de pays des Nations Unies coopèrent avec des ONG et des partenaires de financement pour appuyer les politiques et les programmes nationaux de lutte contre la faim chez les enfants. La FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF, le PAM et l'OMS, appuyés par les coordinateurs résidents des Nations Unies, sont les organismes chefs de file pour



faciliter le traitement et les soins destinés aux enfants dénutris et la mise en place d'un éventail de mesures préventives.

17. Ces expériences serviront à appuyer d'autres pays où la faim et la dénutrition touchent de nombreux enfants, ainsi que les pays où la hausse des prix des produits alimentaires vient aggraver le problème de la faim et de la dénutrition.
18. L'une des priorités de 2009 sera d'encourager l'allocation de ressources supplémentaires pour la mise en œuvre des plans d'action et d'étendre à d'autres pays le processus facilité par le partenariat REACH, en prenant appui sur les investissements déjà consentis par les organismes. Différents donateurs ont indiqué qu'ils étaient prêts à financer des pays pour leur permettre d'élargir les interventions sur la base de plans d'action nationaux interorganisations.

Un appui mondial pour un travail national

19. Il est apparu clairement au cours des années 2007 et 2008 que, bien que l'on puisse savoir dans le détail quelles interventions sont efficaces pour améliorer la nutrition, le savoir-faire fait défaut en ce qui concerne leur mise en œuvre à l'échelle nationale. Soucieuse de résoudre ce problème, l'équipe interorganisations REACH, appuyée par le BCG et d'autres experts, a élaboré des modules de gestion des connaissances afin de soutenir les efforts des pays pour élargir des interventions en se fondant sur des données empiriques. La série *Acting at Scale* comprend: i) des documents techniques de fond, c'est-à-dire des synthèses expliquant pourquoi certaines interventions sont importantes et comment elles fonctionnent, quel est leur rapport coût-efficacité et comment les mettre en œuvre; ii) des études de cas dégagant les enseignements tirés d'expériences de mise à l'échelle d'interventions promues par le Partenariat; et iii) une bibliothèque de références comprenant des directives normatives et opérationnelles, des supports de formation, des références techniques, des articles et les coordonnées d'experts. L'équipe REACH s'emploie également à mettre au point des outils permettant d'analyser les situations et les lacunes, de hiérarchiser les interventions et de calculer le coût des plans d'action au niveau national.
20. Les produits d'information sont les composants d'un système qui doit être élaboré durant l'année 2009 et dont le but est d'aider les agents nationaux d'exécution à partager leurs connaissances de la mise en œuvre d'interventions ayant fait la preuve de leur efficacité une fois mise à l'échelle, de façon intégrée et dans différents environnements. Ces outils sont destinés à renforcer les capacités nationales utilisées pour améliorer la nutrition.

Les partenariats et le Secrétariat

21. REACH est avant tout un partenariat, car seule une action collective permettra d'éliminer la dénutrition: une action à grande échelle, permettant de proposer une série d'interventions et de services, en même temps, aux mêmes personnes, tâche qu'aucun acteur ne peut assumer seul. Il convient de mettre les ressources en commun et de rechercher activement les synergies opérationnelles.
22. REACH évolue vers une coopération forte: la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'OMS se sont engagés dans ce processus à la fin de 2007; comme indiqué plus haut, une équipe interorganisations a été constituée, réunissant des représentants de ces organisations et des principales ONG partenaires. Les quatre directeurs de ces organisations vont cosigner une lettre à leurs bureaux de pays et leurs bureaux régionaux afin de réaffirmer l'engagement de leur organisation dans le Partenariat et de demander à ces bureaux d'appuyer les gouvernements dans l'élaboration d'une stratégie commune en matière de nutrition et de



veiller à ce que des interventions alimentaires et nutritionnelles soient intégrées dans les PNUAD et les DSRP ainsi que dans les travaux de chaque institution avec ses partenaires.

23. Le Partenariat réunit également un grand nombre d'autres organismes des Nations Unies, d'institutions gouvernementales et universitaires et d'ONG, ainsi que des acteurs du secteur privé. La réunion annuelle du Comité permanent sur la nutrition des Nations Unies, qui s'est tenue à Hanoi en février 2008, a appelé les gouvernements à prendre acte de l'importance de la nutrition maternelle et infantile et à intensifier leur contribution au développement, en leur recommandant d'adopter une approche similaire à celle de REACH. Les partenaires de REACH se sont également rencontrés dans les locaux du PAM en juin 2008 afin de s'accorder sur les actions et les priorités pour 2008–2009 en termes d'harmonisation des travaux à l'échelle nationale. Dans son discours à l'assemblée, la Directrice exécutive du PAM a souligné l'urgence du programme REACH.
24. Les travaux de l'équipe interorganisations ont été principalement appuyés par des contributions en nature des partenaires: détachements, heures de travail et travaux exécutés à titre gracieux. Ce type de contributions est considéré comme la solution appropriée à la question des ressources, mais des fonds supplémentaires sont néanmoins nécessaires. Étant donné que l'initiative implique plusieurs organisations, il est normal que chacune d'elles verse sa quote-part. L'équipe interorganisations élabore actuellement le programme de travail et évalue les besoins de financement pour 2009 afin de satisfaire la demande formulée par les organismes partenaires tendant à ce que les fonds alloués au Partenariat soient prélevés sur les budgets de base. Jusqu'à présent, le travail réalisé au niveau des pays a été en grande partie rendu possible par des apports en nature des partenaires et par des contributions financières mobilisées localement. Le PAM continuera d'examiner les différentes options de financement pour REACH et présentera des propositions au Conseil à sa première session ordinaire de 2009.

ANNEXE I

Décision du Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2007 (2007/EB.1/3)

Ayant examiné le document intitulé "Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants: Cadre d'action général" (WFP/EB.2/2006/4-A), approuvé la décision 2006/EB.2/2, puis examiné le document intitulé "Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants" (WFP/EB.1/2007/5-A), le Conseil, considérant qu'il était important que l'Initiative appuie les politiques et programmes nationaux,

- a noté les décisions adoptées par le Conseil d'administration de l'UNICEF le 18 janvier 2007, la situation en ce qui concerne le Groupe de partenaires, les grandes étapes pour 2007–2008 et le calendrier correspondant pour arrêter le programme de travail et définir les attributions du Groupe de partenaires, ainsi que le projet de programme de travail de l'Initiative, y compris les mandats du Groupe de partenaires, du Comité directeur et du secrétariat de l'Initiative;
- a autorisé le Secrétariat du PAM à continuer d'aller de l'avant avec l'Initiative, selon les modalités indiquées dans le Cadre d'action général (voir l'additif WFP/EB.1/2007/5-A/Add.1), en assurant un financement minimal au moyen de fonds autres que ceux du budget administratif et d'appui aux programmes (budget AAP), qui permettraient d'affiner davantage le programme de travail et de préciser les principales étapes, de développer le Groupe de partenaires et de procéder aux préparatifs nécessaires aux travaux du Comité directeur et du secrétariat de l'Initiative, en reconnaissant à l'UNICEF un rôle de co-chef de file; et
- a approuvé le rôle du PAM dans le programme de travail pour 2007-2008, avec un budget pour le PAM de 1,31 million de dollars pour la première année, en utilisant des fonds hors budget AAP, sous réserve que le Conseil d'administration de l'UNICEF approuve la participation de celui-ci à l'Initiative, sur la base d'une contribution équivalente pour le secrétariat conjoint.

Ensemble des interventions promues par REACH

Agir dans cinq domaines

Améliorer l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire

Allaitement maternel exclusif

Alimentation complémentaire

Augmenter l'apport en micronutriments

Supplémentation en micronutriments et enrichissement des aliments

Mieux lutter contre la diarrhée et les parasites

Épuration des eaux des ménages

Lavage des mains au savon

Moustiquaires de lit et traitement préventif intermittent

Déparasitage

Intensifier le traitement de la malnutrition aiguë grave

Alimentation thérapeutique

Renforcer la sécurité alimentaire des ménages

Supplémentation alimentaire

Transferts monétaires conditionnels

Production alimentaire familiale locale

L'éducation nutritionnelle est une composante transversale de nombreuses interventions



Partenariat REACH: des progrès notables en 2008

Activités des pays, partage des connaissances et renforcement des partenariats

Réalisations de 2008

Facilitation de la planification des actions des pays

- Lancement des projets pilotes en République démocratique populaire lao et en Mauritanie
 - Constitution d'équipes de pays conjoints
 - Début de l'inventaire détaillé dont l'achèvement est prévu en octobre

Partage des connaissances

- Création de la série *Acting at Scale* sur les enseignements tirés de l'expérience pour mettre à l'échelle les interventions
- Élaboration d'un modèle de calcul initial du coût des programmes intégrés
- Élaboration d'une vision globale du partage des connaissances, qui clarifie les produits et les services clés, et appuie les plates-formes et le scénario de mise en œuvre

Financement et mobilisation des ressources

- Ouverture d'un dialogue avec des donateurs potentiels pour appuyer la mise à l'échelle et la communication au niveau des pays

Communication et sensibilisation

- Synthèse des données empiriques et affinement du coût de mise en œuvre des interventions promues par REACH
- Analyse de rentabilité de l'investissement (en cours de préparation) en prévision de son application aux interventions nutritionnelles intégrées mises à l'échelle

Renforcement des partenariats

- Envoi d'une lettre conjointe (en cours de préparation) exprimant clairement l'appui apporté par les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies aux bureaux de l'ONU dans le monde entier
- Invitation des partenaires clés à une Conférence des partenaires

ANNEXE III

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
BCG	The Boston Consulting Group
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
REACH	Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance